
MARCHE PUBLIC N°2025-02
FOURNITURES DE REPAS EN LIAISON FROIDE ET
MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL DE SERVICE
POUR LA COMMUNE DE THUMERIES

Règlement de consultation

Date et heure limites de remise des candidatures et des offres

Lundi 30 juin 2025 à 12h00

SOMMAIRE

Article 1 : Pouvoir Adjudicateur	3
Article 2 : Objet du marché	3
Article 3 : Variantes	4
Article 4 : Procédure de passation	4
Article 5 : Allotissement et forme des groupements	4
5.1 Allotissement	4
5.2 Forme du groupement	4
Article 6 : Forme et durée du marché	4
6.1 Forme du marché	4
6.2 Durée du marché	4
Article 7 : Délai de validité des offres	4
Article 8 : Visite des sites	5
Article 9 : Présentation des candidatures et des offres	5
9.1 Documents relatifs à la candidature	5
9.2 Documents relatifs à l'offre	6
9.3 Conditions d'envoi ou de réception des offres	6
Article 10 : Jugement des offres	7
10.1 Critères de jugement des candidatures	7
10.2 Critères de jugement des offres	7
10.3 Négociation	8
Article 11 : Attribution du marché	9
Article 12 : Renseignements complémentaires	9
Article 13 : Voies de recours	10

Article 1 : Pouvoir Adjudicateur

Commune de Thumeries
2 rue Leon Blum 59239 Thumeries
Tél : 03.20.16.85.95
E-mail : contact@thumeries.fr

Représentée par Nadège BOURGHELLE-KOS, Maire
Contact : Madame Ingrid SIMOULIN
E-mail : isimoulin@thumeries.fr

Article 2 : Objet du marché

Marché Public de fournitures de repas en liaison froide pour la restauration collective de la commune de THUMERIES et pour les besoins de ses 3 écoles, de l'accueil du mercredi (y compris les accueils de loisirs sans hébergement ALSH pendant les vacances scolaires) et mise à disposition de personnel de service de restauration pendant la période scolaire.

La commune souhaite s'inscrire dans une démarche de développement durable via sa responsabilité en matière de restauration collective et son impact pédagogique de sensibilisation des élèves.

A ce titre et en cohérence avec les ambitions nationales de la loi EGalim (Loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018, décret n°2019-351 du 23 avril 2019) et de la loi Climat et Résilience n° 2021-1104 du 22 août 2021, elle collabore avec la communauté de communes « Pévèle-Carembault », et A PRO BIO, pour améliorer la traçabilité et la qualité nutritionnelle des repas. La qualité alimentaire est souvent résumée à qualité sanitaire.

Or la qualité d'un aliment résulte bien évidemment de sa qualité sanitaire mais aussi de son goût, de sa texture, du plaisir qu'il procure, de son mode de production, de son histoire, de son environnement...

Souhaitant s'inscrire dans une alimentation de qualité plus responsable, plusieurs enjeux tels que les modes de production et de commercialisation respectueux de l'environnement et des hommes se sont dégagés, concernant le choix des denrées pour la confection des repas par le prestataire :

- Encourager l'introduction de produits durables comme spécifié dans le cadre de la loi EGalim ;
- Privilégier les produits issus de l'agriculture biologique ;
- Favoriser des circuits de distribution courts ;
- Recourir préférentiellement à des produits d'origine Hauts-de-France et de saison (pour le bio et le conventionnel).

Article 3 : Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

Article 4 : Procédure de passation

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée à l'application de l'article L2123-1 du Code de la Commande Publique. (annexe 3 du Code de la Commande Publique concernant les avis relatifs aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques)

Article 5 : Allotissement et forme des groupements

5.1 Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

5.2 Forme du groupement

Conformément à l'article [R. 2142-22 du code de la commande publique](#), aucune forme de groupement n'est imposée.

Article 6 : Forme et durée du marché

6.1 Forme du marché

Le présent marché est passé sous la forme d'un accord cadre à bons de commande mono-attributaire, avec un montant maximum annuel fixé à 190 000 € HT pour la fourniture et la livraison des repas.

6.2 Durée du marché

Le marché prendra effet à compter du 01/09/2025, pour une durée de 1 an reconductible 3 fois. Le marché est reconductible par reconduction expresse dans les conditions acceptées par les 2 parties.

La durée totale du marché, reconductions comprises, est de 4 ans.

Article 7 : Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la limite fixée pour la réception des offres.

Article 8 : Visite des sites

Une visite obligatoire est prévue et conditionne la recevabilité de la candidature.

Cependant, le candidat, à la condition qu'il justifie expressément par tout autre moyen de sa parfaite connaissance du site et de ses contraintes, en joindra les motivations dans les pièces relatives à la candidature en place de l'attestation de visite.

Les visites sont organisées les :

- Mercredi 4 juin 2025 à 10h
- Mercredi 11 juin 2025 à 14h

Pour des questions d'organisation, il est impératif de prévenir de votre venue par mail auprès de Madame Ingrid SIMOULIN (isimoulin@thumeries.fr) **ET** Monsieur Jérôme VANQUELEF (jvanquelef@thumeries.fr).

Il ne sera répondu à aucune question oralement pendant la visite. Les candidats sont priés de déposer leurs questions sur le profil d'acheteur. Une réponse sera donnée à l'ensemble des opérateurs économiques en temps utile.

Aucune indemnité, ni frais de déplacement n'est prévu.

Article 9 : Présentation des candidatures et des offres

Tous les documents devront être rédigés en langue française.

L'unité monétaire retenue est l'euro.

Les entreprises devront produire un dossier complet avec l'ensemble des documents demandés dans le présent article.

9.1 Documents relatifs à la candidature

Dossier administratif : les documents, certificats, attestations :

- Lettre de candidature (DC1); <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- Déclaration du candidat individuel (DC2); <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- une description de l'équipement technique, des lieux de fabrication, des mesures employées par le candidat pour s'assurer de leur qualité;

- Agrément cité à l'article 4.3 du CCTP
- Attestation de visite des sites délivrée lors de la visite ou preuve de la parfaite connaissance des sites

Dossier technique : les justifications relatives aux qualités et capacités requises pour présenter une offre (les références du candidat en matière de restauration scolaire...).

- Attestation de visite des sites

9.2 Documents relatifs à l'offre

Dossier de l'offre : les pièces du marché :

- un mémoire technique présentant :
 - un exemple de menus sur 4 semaines : 2 semaines types en hiver, 2 semaines types au printemps spécifiant les produits de qualité et durables et régionaux (voir article 2 du CCTP) ;
 - 8 propositions de menus végétariens dont 4 faits maison avec les fiches techniques des 4 recettes maison ;
 - Rédigez sur une page maximum votre réponse à la question suivante :
 - Quelles est votre stratégie d'approvisionnement en circuits courts pour les produits productibles en région Hauts de France ?
 - Indiquez également sur une page la liste des fournisseurs en circuits courts concernés et précisez s'ils sont engagés dans une démarche de qualité : bio, label rouge,...
 - un calendrier d'actions prévisionnelles permettant la lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- le Bordereau des Prix Unitaires.

9.3 Conditions d'envoi ou de réception des offres

Transmission électronique obligatoire

Les candidats répondent par voie dématérialisée et devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://www.marchespublics596280.fr>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .docx, .odt, .xlsx),
- graphiques (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Il n'y a pas d'obligation de signature électronique des documents pendant la phase de consultation et de remise des candidatures et des offres. Seul l'acte d'engagement devra être signé électroniquement à l'attribution du marché. (conformité eIDAS : <https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/confiance-numerique/le-reglement-eidas/>)

Les candidats s'assureront avant l'envoi de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu, et le candidat en sera averti.

9.4 Date limite de réception des offres

Il est rappelé que la date limite de réception des offres est fixée au 30 juin 2025 à 12h00, heure de Paris.

Article 10 : Jugement des offres

10.1 Critères de jugement des candidatures

L'éviction des candidats pourra être prononcée pour :

- insuffisance de garanties professionnelles, techniques et/ou financières.
- non-conformité administrative : candidat entrant dans un des cas d'interdiction de soumissionner ou n'étant pas en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du Code du Travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

10.2 Critères de jugement des offres

Le marché sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse. Celle-ci sera appréciée en fonction des critères énoncés par ordre de priorité décroissante et pondérés de la façon suivante :

CRITÈRE	ÉVALUATION DU CRITÈRE	PONDÉRATION
1. PRIX DE LA PRESTATION	→ jugé au regard du prix unitaire des repas proposés par le candidat	35

2. QUALITÉ DE LA PRESTATION		65
2.1 Politique nutritionnelle <u>Sous critère a:</u> Variété des menus - Pourcentage de produits frais (5%) <u>Sous critère b:</u> Variété et qualité des repas végétariens (5%)	→ <i>sous-critère a:</i> jugé au regard de la lecture des menus sur 4 semaines (2 semaines à l'automne-hiver, 2 semaines au printemps-été) → <i>sous-critère b:</i> jugé au regard de 8 propositions de menus végétariens dont 4 faits maison	30
2.2 Saisonnalité des produits - Respect de la saisonnalité des produits frais	→ jugé au regard de la lecture des menus proposés sur 4 semaines et du mémoire technique (cf liste des pièces à fournir)	10
2.3 Performance en matière de développement des approvisionnements directs - diversité et type de circuits utilisés pour les produits issus des Hauts-de-France	Ⓜ jugé au regard de la question posée sur les circuits courts dans le mémoire technique	15
2.4 Lutte contre le gaspillage alimentaire - Contenu du programme d'actions de lutte contre le gaspillage alimentaire proposé	→ Jugé au regard d'un calendrier prévisionnel des actions et animations à mettre en place sur l'année et d'une liste des autres actions proposées par le candidat	10
TOTAL		100 %

10.3 Négociation

Une phase de négociation pourra être mise en œuvre par l'acheteur.

À l'issue de la négociation, l'offre économiquement la plus avantageuse sera retenue selon les mêmes critères d'attribution qu'initialement.

L'acheteur se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché public sur les bases des offres initiales sans négociation conformément aux dispositions de l'article [R. 2123-5 du code de la commande publique](#).

Article 11 : Attribution du marché

Le marché ne peut être attribué qu'au candidat dont l'offre a été retenue que si celui-ci produit dans un délai imparti, **sur demande de l'acheteur** au moment de l'attribution du marché :

→ Les pièces prévues aux articles [R. 1263-12](#), [D. 8222-5](#), [D. 8222-7](#) et [D. 8254-2](#) du code du travail, et ce, tous les 6 mois, à savoir :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de six mois** dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - ✗ Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - ✗ Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - ✗ Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;
 - ✗ La liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article [L. 5221-2](#), établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :
 - o Sa date d'embauche ;
 - o Sa nationalité ;
 - o Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée, et le candidat éliminé.

Article 12 : Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements administratifs et techniques complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront impérativement faire parvenir une demande écrite via la plateforme de mise en ligne: <https://www.marchespublics596280.fr> Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier et ayant renseignés leurs coordonnées (fax et/ou e-mail), six jours francs au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Aucun appel téléphonique, ni aucune demande par voie papier ne sera prise en compte.

Article 13 : Voies de recours

La juridiction compétente pour tout recours relatif à la présente consultation est le :

Tribunal Administratif de Lille
Tél. : 03 59 54 23 42
Fax : 03 59 54 24 45
Email : greffe.ta-lille@juradm.fr